



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Affaire suivie par : UT Sète
Téléphone : 04 99 74 32 05
Mél : ddpp@herault.gouv.fr

Montpellier, le 22/09/2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDPP34 – 25–XIX–230

Portant interdiction temporaire de la pêche, du transport, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine des coquillages du groupe 2 (palourdes...) de la zone 34.38.02 Lagune de Thau-Conque de Mèze

Le Préfet de l'Hérault

VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

VU le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n° 625/2017 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment le titre III du livre II ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1311-1, L 1311-2 et L 1311-4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatifs aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales de la protection des populations ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

VU l'arrêté ministériel du 29 août 2023 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination du préfet de l'Hérault M. LAUCH François-Xavier ;

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2020 portant nomination de M. Yann LOUGUET en tant que directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault et vu l'arrêté ministériel du 7 novembre 2024 portant renouvellement de M. Yann LOUGUET dans ses fonctions de directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault ;

VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2025 portant nomination de Mme Anne BUISINE en tant que directrice départementale adjointe de la protection des populations à compter du 22 avril 2025 ;

VU l'arrêté n° 2023-10-DRCL-506 donnant délégation de signature (délégation générale et délégation financière et comptable) du Préfet du département de l'Hérault, à Monsieur Yann LOUGUET, Directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault ;

VU l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 25-XIX-105 prévoyant qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann LOUGUET, Directeur, la délégation de signature conférée à l'arrêté préfectoral n° 2023-10-DRCL-506, sera exercée par Madame Anne BUISINE, Directrice adjointe.

VU l'arrêté préfectoral n° 18 XIX 024 du 31 mai 2018 portant création du pôle de compétence sur la salubrité des coquillages dans le département de l'Hérault ;

VU l'arrêté n° DDPP34-25-XIX-046 du 25/02/2025 portant classement de salubrité et de surveillance des zones de production des coquillages vivants destinés à la consommation humaine pour le département de l'Hérault ;

VU le protocole de fonctionnement des établissements conchylicoles en période de crise signé le 29 novembre 2018 ;

VU l'alerte de niveau 1 déclenchée le 18/09/2025 suite au résultat N°2591700715901 de la surveillance du 17/09/2025 avec 19000 ECOLI dans les palourdes, résultat supérieur au seuil de 4600 E. coli / 100 g C.L.I pour une zone classée B ;

VU le résultat d'analyse de contrôle N°250919 007233 01 de l'alerte effectuée le 20/09/2025 avec 32000 E.Coli, résultat supérieur au seuil de 4600 E. coli / 100 g C.L.I pour une zone classée B ;

VU l'avis favorable de la cellule de crise du pôle de compétence ;

Considérant les résultats d'analyse du 18/09/2025 et du 20/09/2025 sur les palourdes de la zone 34.38.02 prélevées respectivement le 17 et 19/09/2025 ;

Considérant qu'au-delà du seuil sanitaire réglementaire, les coquillages sont susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

SUR proposition du Directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Restrictions en lien avec une contamination microbienne

Sont provisoirement interdits à compter de la publication du présent arrêté, la pêche, le ramassage, le transfert, l'expédition, la distribution et la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages du groupe 2 (palourdes...) de la zone 34.38.02 Lagune de Thau-Conque de Mèze.

Il est interdit d'utiliser pour l'immersion des coquillages filtreurs, quelles que soient leurs provenances, l'eau de mer provenant de la zone concernée pendant la période de fermeture sauf si le professionnel adapte, vérifie et est en capacité de prouver que son dispositif de désinfection de l'eau garantit une eau de mer propre.

Seules les opérations de lavage des coquillages, sans immersion, sont possibles.

La levée des restrictions pour les coquillages du groupe 2 de la zone concernée est conditionnée à l'obtention de 2 résultats successifs d'analyses favorables en E. Coli démontrant un retour à la normale et sera formalisée par un nouvel arrêté préfectoral.

Ces restrictions ne concernent pas les coquillages du groupe 2 (palourdes..) récoltés et mis à l'abri avant le 17/09/2025, date de prélèvement ayant déclenché l'alerte de niveau 1 du 18/09/2025.

ARTICLE 2 : Mesures de retrait

Les coquillages du groupe 2 qui ont été récoltés ou pêchés dans la zone susvisée depuis le 17/09/2025 sont considérés comme impropres à la consommation au sens de l'article 14 du règlement (CE) n°178/2002.

En application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, il incombe à tout opérateur qui a commercialisé ces coquillages d'engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait du marché, voire leur rappel, et d'en informer la Direction départementale de la protection des populations de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Communication

Ces dispositions sont publiées sur L'Atlas des zones de production de coquillages (<https://www.atlas-sanitaire-coquillages.fr/>)

L'information des professionnels est assurée par le comité régional de la pêche maritime et de l'élevage marin de Méditerranée (CRPMEM) et du comité régional de la conchyliculture de Méditerranée (CRCM).

ARTICLE 4 : Publication et exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, les maires des communes concernées, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer, le délégué départemental de l'agence régionale de santé Occitanie de l'Hérault, le délégué à la mer et au littoral et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le Préfet, par délégation
Le Directeur départemental de la protection des
populations de l'Hérault,
Par empêchement
La Directrice départementale adjointe de la protection
des populations de l'Hérault



Anne BUISINE

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr.

Le recours éventuel ne peut avoir d'effet suspensif sur l'exécution du présent arrêté.